

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Établissement public à caractère administratif (E.P.A) :

Direction Générale de l'OFB
Service de la commande publique
Site de Vincennes,
25 bis, avenue du Petit Parc
5/7 square Félix Nadar
« Le Nadar » Hall C - 3^{ème} étage
94300 VINCENNES

OBJET DU MARCHÉ :

2025-MAPA 01

Suivis depuis la côte des stationnements de Puffins des Baléares

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

Selon les dispositions législatives et réglementaires du Code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 (CCP) (Articles L. 2123-1, ainsi que R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2131-12)

Table des matières

1. OBJET DU MARCHÉ	3
2. ALLOTISSEMENT	3
3. PROCEDURE ET FORME DU MARCHÉ	3
4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
5. DUREE DU MARCHÉ ET DELAIS D'EXECUTION	4
6. PRIX DU MARCHÉ	4
6.1 - Nature des prix.....	4
6.2 - Contenu des prix.....	4
7. MODALITES D'EXECUTION	4
7.1 Dispositions générales.....	4
7.2 Obligations du titulaire.....	5
7.3 Communication des difficultés.....	5
7.4 Représentants du prescripteur (chargé métier)	5
7.5 Comptable assignataire.....	5
8. DELAIS D'EXECUTION	5
9. LIEUX D'EXECUTION.....	6
10. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SANTE ET SECURITE.	6
11. CLAUSES DE DEVELOPPEMENT DURABLE	6
12. CLAUSE DE REEXAMEN.....	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
13. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
13.3 admission, ajournement, réfaction et rejet	7
14. PENALITES	7
15. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	7
10.1 Avance.....	8
10.2 Acomptes.....	8
10.3 - Modalités d'établissement des factures	8
10.4 - Cession ou nantissement de créance	9
10.5 - Retenue de garantie	9
16. ASSURANCES	9
17. SOUS-TRAITANCE	9
18. OBLIGATION DE DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	10
19. FORME DES NOTIFICATIONS ET DES INFORMATIONS	10
20. LANGUE	10
21. PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	10
22. REGLEMENT DES LITIGES	11
23. PIECES A FOURNIR PAR LE TITULAIRE.....	12

24. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHÉ.....	12
25. SAUVEGARDE, REDRESSEMENT JUDICIAIRE OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	13
26. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE/MARCHÉ	13
27. DEROGATIONS AU CCAG-FC&S	13

1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché relatif aux suivis depuis la côte des stationnements des Puffins des Baléares.

Le plan national d'action (PNA) en faveur des Puffins des Baléares propose un suivi depuis la côte des principaux stationnements de l'espèce en France. C'est la mesure 4.5 du PNA, mesure qui répond à l'objectif n°4 du plan « améliorer les connaissances sur la démographie et l'écologie de l'espèce ».

Il s'agit ici de mettre en œuvre cette mesure. L'objectif est de réaliser des comptages quantifiant et spatialisant les principaux (en termes d'effectifs et de régularité) stationnements connus de Puffin des Baléares en France. Ce suivi s'appuie sur un réseau pérenne d'observateurs et de sites de suivis côtiers, sélectionnés pour leur pertinence vis-à-vis de l'observation des stationnements du Puffin des Baléares sur l'ensemble des façades maritimes françaises. Des comptages protocolés, simultanés et coordonnés permettent d'obtenir des données fiables permettant de calculer des indices d'abondances relatives, robustes et comparables année après année.

Les informations sur les comportements des individus ainsi que les interactions avec les activités anthropiques seront également notées

Il est prévu de déployer cette mesure sur cinq (5) sites en France, via un comptage tous les dix (10) jours calendaires de début juin à fin octobre, pendant les cinq (5) années de la durée du plan. L'objectif ici est d'assurer le protocole sur les deux (2) dernières années du premier cycle du PNA, de 2025 et 2026, sur les sites suivants :

- Baubigny (50) ;
- Baie du mont-St-Michel (50) ;
- Baie de Douarnenez (29) ;
- Pointe de Trévignon (29) ;
- Pointe du Croisic (44).

2. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti, la dévolution en lots séparés étant de nature à rendre notoirement plus difficile l'exécution du contrat et financièrement plus coûteuse.

3. Procédure et forme du marché

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles L 2123-1 et R 2123-1 et R 2123-4.

Le présent marché est un marché portant sur l'exécution d'une prestation ponctuelle unique. Il s'agit d'un marché ordinaire à prix global et forfaitaire.

Le budget estimatif du marché est de 70 000 € HT soit 84 000 € TTC.

4. Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (ci-après « le CCAG FCS ») (arrêté du 30 mars 2021),
- le mémoire technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus. Est réputée non écrite toute mention des documents établis par le titulaire contraire aux clauses de l'acte d'engagement, du CCAP, du CCTP ou du CCAG-FCS.

L'exemplaire original des documents, conservé dans les archives de l'OFB, fait seul foi.

Le Code de la Commande Publique et le CCAG de référence sont disponibles sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques : <https://www.economie.gouv.fr/daj/code-commande-publique-et-autres-textes>

5. Durée du marché

La durée du marché est de 24 mois à compter de sa date de début d'exécution soit le 1^{er} juin 2025 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure. Il n'est pas reconductible.

6. Prix du marché

6.1 - Nature des prix

Le présent marché est conclu à prix forfaitaires, hors taxes et toutes taxes comprises. Ces prix sont fermes et définitifs pendant toute la durée du marché.

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement.

6.2 - Contenu des prix

Les prix renseignés dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, qui frappent obligatoirement les prestations. De même, ils sont supposés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, notamment tous les frais de personnel (astreinte, frais de déplacement, d'hébergement, de restauration, ...), les frais de gestion administrative, d'organisation des réunions, les fournitures et le matériel.

7. Modalités d'exécution

7.1 Dispositions générales

Le titulaire est réputé avoir, préalablement à la remise de son offre, pris connaissance du CCAP et du CCTP ainsi que du CCAG applicable au présent marché. Il reconnaît qu'aucunes des conditions générales ou spécifiques figurant dans ses propres documents commerciaux (conditions de vente, délais de paiement, documentation, etc...) ne pourra s'intégrer au présent marché.

7.2 Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à informer l'OFB de manière régulière de l'exécution des prestations attendues et décrites dans le CCTP.

Le titulaire désigne un interlocuteur, habilité à le représenter auprès de la personne publique, pour les besoins de l'exécution de du marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG de référence, cet interlocuteur est désigné dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la personne publique de toute modification d'interlocuteur désigné.

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution de du marché.

Le titulaire du marché est tenu d'assister à toutes les réunions prévues dans le cadre de la prestation.

Les livrables sont définis au CCTP et dans l'annexe financière pour chacune des prestations. Le titulaire est tenu de remettre à l'OFB l'ensemble des livrables indiqués au CCTP aux formats précisés dans le CCTP.

7.3 Communication des difficultés

Le titulaire signale au correspondant de l'OFB, dans un délai de 24 heures, toute difficulté rencontrée ainsi que tout risque de blocage, de dysfonctionnement ou de retard prévisible dans la réalisation des prestations.

Il en informe le chargé métier (cf. paragraphe 7.4) par courrier électronique.

7.4 Représentants du prescripteur (chargé métier)

Pour l'exécution du marché, le titulaire s'adresse à Mr Lambrechts Adrien - adrien.lambrechts@ofb.gouv.fr – numéro de téléphone : 07 64 44 65 73

7.5 Comptable assignataire

Le comptable assignataire chargé des paiements est l'agent comptable de l'OFB – 5/7 square Félix Nadar – 94300 VINCENNES.

8. Délai d'exécution

Ce délai court à compter de début d'exécution du marché soit le 1^{er} juin 2025 ou sa date de notification si celle-ci est postérieure, jusqu'à la date de validation de la totalité des prestations (validation des derniers livrables par le chargé métier).

9. Lieux d'exécution

Le marché est exécuté sur les sites suivants :

- Baubigny (50);
- Baie du mont-St-Michel (50);
- Baie de Douarnenez (29);
- Pointe de Trévignon (29);
- Pointe du Croisic (44).

10. Protection de l'environnement santé et sécurité.

Il est fait application de l'article 7 du CCAG de référence.

11. Clauses de développement durable

11.1 Disposition sociale

Le titulaire doit mettre en place des conditions de travail favorisant l'égalité homme/femme (exemple : vêtements de travail adapté à la morphologie féminine)

11.2 Disposition environnementale

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental :

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental dans ses déplacements sur chaque site d'observation. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions.

Le titulaire assure la formation de son personnel désigné pour réaliser les prestations à l'éco-conduite.

12. Constatation de l'exécution des prestations

12.1. Nature des opérations

Il est fait application de l'article 27 du CCAG de référence.

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire a réalisé l'ensemble des prestations définies au CCTP de référence et remis les livrables version finale attendus.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FC&S, le pouvoir adjudicateur n'informe pas le titulaire des jours et des heures fixés pour les vérifications.

12.2 Déroulement des opérations de vérification et décision suite vérification

Il est fait ici application des articles 28 et 29 du CCAG de référence.

Par dérogation aux articles 28.1 et 29 du CCAG de référence, les opérations de vérification quantitative et qualitative ainsi que la décision suite à la vérification sont effectuées par le chargé métier.

Par dérogation à l'article 28.2 Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de vingt-cinq (25) jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

12.3 admission, ajournement, réfaction et rejet

Il fait ici application de l'article 30 du CCAG de référence

Par dérogation à l'article 30 du CCAG-FC&S, le chargé métier consigne les résultats des opérations vérification dans le procès-verbal de service fait et notifie au titulaire ce document qui vaut décision d'admission, de rejet ou ajournement.

13. Pénalités

Il fait ici application de l'article 14 du CCAG de référence.

Lorsque la personne publique envisage d'appliquer des pénalités de retard, elle invite par écrit le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché

Pénalités liées à la remise des livrables :

Par dérogation à l'article 14.1.1, en cas de dépassement de la période prévue pour la remise des livrables (cf. paragraphe 2.6 du CCTP de référence), le titulaire encourt des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en € HT

R = le nombre de jours calendaires de retard de la réception des livrables

V = valeur des prestations HT sur laquelle est calculée la pénalité.

Pénalités liées à l'exécution des prestations :

Nature de l'infraction	Montant HT de la pénalité
Non respect de la périodicité des campagnes de suivis des Puffins	200 € / constatation
Non-conformité des clauses techniques	200 € / constatation

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire est exonéré, automatiquement et sans formalité, des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 500 € HT pour l'ensemble marché.

14. Modalités de règlement des comptes

Conformément à l'article R. 2192-10 du CCP, les sommes dues au(x) titulaire(s), sont payées dans un délai global de trente jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes, après service fait.

Le mode de paiement choisi est le mandat administratif.

Ainsi, les prestations objet du marché font l'objet de règlements définitifs après les vérifications prévues à l'article 13 du présent CCAP, à compter de l'admission des prestations réalisées et de la présentation de la facture correspondante.

14.1 Intérêts moratoires

En cas de retard dans le paiement, le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct bénéficie de plein droit d'intérêts moratoires de la part de l'administration sans qu'il ait besoin d'en faire la demande (articles R 2192-32 à R 2192-36).

Le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur (en vigueur au 1er jour du semestre) de la Banque centrale européenne (B.C.E) augmenté de huit points de pourcentage.

Par ailleurs, une indemnité forfaitaire de 40 € pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires, dus au créancier.

14.2 Avance

En application des articles L. 2191-2 et L. 2191-3 une avance pourra être accordée au titulaire.

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Conformément à l'article R. 2191-5 du CCP, le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R 2191-11 et suivants du code de la commande publique.

14.2 Acomptes

La périodicité des acomptes est fixée dans l'acte d'engagement.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre de l'article R 2191-20 du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiées sur factures certifiées par le chargé métier.

14.3 - Modalités d'établissement des factures

Les factures afférentes au paiement seront établies, outre les mentions légales, selon les indications suivantes :

- les nom et adresse du créancier ;
- le **numéro du compte bancaire ou postal** tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- la **référence du marché** correspondant à l'engagement juridique concerné n°2025-mapa-01 ;
- la désignation des prestations exécutées ;
- le prix forfaitaire des prestations facturées ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total HT et TTC des prestations facturées ;
- la date de facturation
- le numéro de la facture.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue dans la réponse fournie par les candidats.

Les factures et autres demandes de paiement seront adressées sous format dématérialisé et devront parvenir **exclusivement** via le **portail de facturation dédié « Chorus Pro »** à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

En veillant à bien préciser :

- le numéro du marché au titre duquel une demande de paiement est adressée (le numéro d'engagement à renseigner doit correspondre au numéro du marché) ;
- le code service exécutant à utiliser : **BRE**
- le numéro de SIRET de l'OFB, afin d'identifier l'OFB comme destinataire de votre facturation : 130 025 919 000 15.

Une information complète sur la dématérialisation des factures est également disponible à la même adresse sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>

14.4 - Cession ou nantissement de créance

Le marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions fixées aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191- 63 du CCP. Le nantissement ou la cession sera notifié(e) au seul comptable assignataire.

Le Directeur Financier est seul compétent pour fournir les renseignements attendus à :

OFFICE FRANÇAIS DE LA BIODIVERSITE
Madame la directrice des Finances
5 rue de Saint Thibault - Saint Benoist - 78610 AUFFARGIS

14.5 - Retenue de garantie

Au titre du présent marché il n'est pas prévu de retenue de garantie.

15. Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FC&S, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Ces dispositions valent également en cas de sous-traitance.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation et ce contrat, le cas échéant actualisé afin de permettre la prise en charge des risques encourus, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

16. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire se conformera aux exigences de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et aux dispositions des articles L. 2193-1 à 13 du CCP relatives à la sous-traitance.

Conformément aux articles L. 2193-4 à 7 du CCP, le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations qu'à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article R. 2193-3 du CCP, pour chaque sous-traitant présenté postérieurement à la notification du marché, le titulaire doit adresser au pouvoir adjudicateur par envoi recommandé avec avis de réception postal (ou par remise contre récépissé) une demande qui comprend les pièces suivantes :

- un acte spécial, daté et signé par le titulaire et le sous-traitant, intégralement complété ;
- les documents permettant d'établir qu'aucune cession ou nantissement de créance ne fait obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le cas échéant, une levée totale ou partielle devra en être préalablement effectuée.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article R. 2193-10 du CCP, lorsque le montant du contrat de sous-traitance est supérieur à 600€ TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, est payé directement pour la partie des prestations qu'il réalise.

17. Obligation de discrétion et confidentialité

Le titulaire s'engage à conserver confidentielles, en toutes circonstances et quelle qu'en soit la cause, les informations qui lui sont communiquées dans le cadre du présent marché.

Afin d'assurer la protection des informations confidentielles, chaque partie s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires.

Aucune information, concernant l'exécution du marché ne peut être communiquée à des tiers. Le titulaire et son personnel sont tenus de respecter les obligations de discrétion, de sécurité et de secret.

Le titulaire prend toutes les mesures propres à assurer la protection et la confidentialité des informations qu'il détient ou qu'il traite dans le respect des dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Ces informations peuvent donner lieu à l'exercice du droit individuel d'accès et de rectification auprès du titulaire.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées au titre de l'article 1384 du code civil.

18. Forme des notifications et des informations

La personne publique notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous les moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

19. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français. De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

20. Propriété intellectuelle - cession des droits d'exploitation sur les résultats

Il est fait ici application des articles 34 à 37 du CCAG de référence.

L'ensemble des livrables créés par ou pour le compte du titulaire dans le cadre de l'exécution du marché demeurent la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur. A ce titre, le titulaire s'engage à les restituer à l'établissement, à tout moment sur simple demande de sa part et au terme du marché ; cette restitution se fait sous format défini dans le cadre du présent marché.

Les livrables et documents sont ceux visés dans le CCTP.

L'OFB pourra librement utiliser les livrables élaborés par ou avec le soutien du titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché.

L'OFB et le titulaire partageront sur un plan d'égalité le crédit moral des actions menées.

Les livrables sont destinés pour les missions actuelles et à venir du pouvoir adjudicateur. Les livrables ont vocation à être valorisées dans des travaux scientifiques. Les livrables ont vocation en particulier à :

- être publiés dans une revue, ouvrage ou journal éditée par l'OFB.

- être publiés sur les outils de communication externe et interne : intranet, brèves, plaquettes, brochures, prospectus, kakémonos, panneaux de communications et de sensibilisation, dépliants, cartes postales, newsletters, affiches/posters de toutes dimensions, cartons d'invitation, diaporamas, rapports, présentations Powerpoint et autres documents de travail, supports pédagogiques (ex : cahier d'activité) stands d'exposition, habillage sur locaux ou véhicule, magazines, documents d'enquête publique, etc.
- être présentés au public lors d'exposition, manifestation publique, séminaire, formation, congrès, colloques, grandes campagnes de sensibilisation, etc.
- être diffusés sur les outils numériques : sites web de l'OFB, des parcs naturels marins et autres aires protégées dont elle assure la gestion, web TV, chaîne Dailymotion/Youtube, réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, etc.), médiathèque en ligne, bornes d'information, téléphonie mobile, vidéo projections.
- Et tous supports de communication à but non lucratif connus ou inconnus à ce jour, en version papier comme en version numérique.

Le transfert des droits sur un livrable est opéré à compter de l'admission du livrable et du complet paiement de la prestation correspondante.

En conséquence, l'OFB se trouve, à compter de cette date, seul titulaire de tous les droits, actions et privilèges du titulaire du marché sur les livrables.

Aux termes de cette cession, le titulaire du marché ne dispose plus d'aucun droit patrimonial sur les livrables.

Le titulaire du marché garantit, à compter de la cession du livrable, l'OFB contre son fait personnel et le fait des tiers.

L'ensemble des données produites dans le cadre du présent marché (données brutes, élaborées et de synthèse) seront de propriété patrimoniale publique et à ce titre versé dans une ou plusieurs des bases de données publiques.

Si les travaux aboutissent à une production audiovisuelle (clichés, vidéos...) par le prestataire, celui-ci cède à l'Office français de la biodiversité, pour la durée légale de protection des droits d'auteur, les droits d'exploitation de ces œuvres, dans le cadre de toute exploitation à des fins non commerciales. Cette production devra être fournie dans un format permettant de disposer de toutes les métadonnées nécessaires.

Le crédit obligatoire sera le suivant : Nom de l'auteur/Office français de la biodiversité.

L'ensemble des données seront mises à disposition de tous publics dès leur jour de validation et selon les contraintes techniques de mise à disposition.

21. Règlement des litiges

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Le règlement des litiges liés à l'exécution du présent marché fera l'objet d'une tentative de règlement devant le comité consultatif de règlement amiable des litiges (C.C.R.A.), dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 et suivants du CCP.

Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux Marchés Publics¹

Direction des Affaires Juridiques
Sous-direction de la commande publique
Bureau du conseil aux acheteurs
Bâtiment Condorcet
6 rue Louise WEISS
Télédoc 353

¹ La saisine du Comité Consultatif National de Règlement Amiable des Différends ou Litiges relatifs aux marchés publics, ainsi que son instruction, est gratuite.

Conformément aux articles R. 2197-23 et R. 2197-24 du CCP, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, il est également possible de consulter le Médiateur des entreprises dont l'intervention est aussi gratuite : <http://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

En cas d'échec de la tentative amiable, les parties pourront recourir à la transaction telle que définie aux articles 2044 et suivants du code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tous recours ultérieur pour le même objet.

Si les litiges ne peuvent être réglés à l'amiable, la juridiction compétente sera celle du ressort d'appartenance du siège du pouvoir adjudicateur contractante :

Tribunal Administratif de Melun
43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30 / Télécopie : 01 60 56 66 10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Site internet : <http://melun.tribunal-administratif.fr/>

22. Pièces à fournir par le titulaire

Le titulaire est tenu de fournir les documents requis, conformément aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et selon les modalités définies à l'article D. 8222-8 du code du travail et aux articles R. 2143-8 à R. 2143-10 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018, à savoir :

- les attestations et certificats, datant de moins de 6 mois, délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites ;
- un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis) ou équivalent datant de moins de 3 mois ;
- la liste nominative des salariés étrangers employés par le titulaire et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire n'est pas tenu de fournir ces justificatifs si la personne publique peut les obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En cas d'impossibilité d'obtenir les pièces prévues ou en cas d'inexactitude des documents et renseignements produits, il est fait application, aux torts du titulaire, des conditions de résiliation prévues à l'article 24 du présent CCAP.

23. Modifications relatives au titulaire du marché

Le titulaire du marché est tenu de notifier sans délai à la personne publique les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

En cas de manquement, la personne publique ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

24.Sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire

Dans le cas d'une sauvegarde, d'un redressement ou liquidation judiciaire, le titulaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, en informer sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur. Il doit lui adresser, dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

25.Résiliation du marché

La personne publique peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-2 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Après signature du marché, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et selon les modalités définies à l'article D8222-8 du code du travail, le marché sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

26.Dérogations au CCAG-FC&S

Les dispositions du présent cahier des clauses particulières dérogent aux articles du CCAG de référence dans les conditions suivantes :

Nature de la dérogation	CCAP	CCAG de référence
<i>Représentant du titulaire</i>	7.2	3.4.1
<i>Opération de vérifications (présence du titulaire)</i>	12	27 à 30
<i>Pénalités</i>	13	14.1.1 et 14.1.3